



Mais qui veut la peau de la Communauté française ?

« Pour la Flandre, c'est plus simple. Elle n'a pas une institution qui s'occupe de la formation des adultes et une autre qui délivre les diplômes »

Cédric ISTASSE, CHERCHEUR AU CRISP

2008 C'est l'année de création du concept de fédération Wallonie-Bruxelles que certains voudraient voir disparaître au profit d'une Belgique à 4 régions.

L'institution qui a une tête à claques

Tarabustée par les régionalistes wallons, la Communauté française fait le gros dos. Pourquoi tant de haine ? Réponse d'un chercheur du CRISP.

• Dominique VELLANDE

Une vraie tête à claques, cette Fédération Wallonie-Bruxelles que la Constitution appelle toujours Communauté française. Pensez donc, elle se fait asticoter quasiment chaque année par des ténors de tous bords. Et comme si ça ne suffisait pas, c'est lorsqu'elle est fêtée qu'elle prend les tartes à la figure. Autant le dire, donc, le tir aussi récent que conjoint des Wallons Jeholet et Crucke, tous deux MR, est aussi folklorique que celui des marcheurs de l'Entre-Sambre-et-Meuse. Une tradition, en somme « Depuis 1980, de grosses peintures politiques inspirent un courant régionaliste », confirme Cédric Istasse, chercheur au CRISP. « Mais attention, ces idées n'ont jamais fait l'unanimité dans aucun parti », tempère ce chercheur.

Mais pourquoi ces assauts répétés ? À entendre Cédric Istasse, la Communauté française a tout de la tête à claques. Elle ne suscite aucune identité vu qu'elle n'a pas de territoire défini. On ne la voit ni ne la sent, donc. Elle a de tout petits bras financiers et inspire donc plus de mépris que de

fierté. Enfin, elle ne s'incarne quasiment que par l'enseignement et ce n'est vraiment pas un cadeau. « Quand on parle d'enseignement, c'est généralement en mal », souligne Cédric Istasse.

Plaisir sadique ?

Y aurait-il un plaisir sadique à maintenir une institution pour mieux la houspiller ? « Bruxelles étant majoritairement francophone, c'est l'attitude communautaire et non régionale qui a toujours prévalu », explique Istasse. « Tabler sur le communautaire, c'est dire qu'il existe un peuple francophone. Les régionalistes, eux disent qu'il y a une population wallonne et une autre bruxelloise. »

Et vu de Flandre ? « La Flandre, elle, a réglé cette question dès début puis-

que là, la Communauté flamande a immédiatement phagocyté ce qui aurait dû être la Région flamande », rappelle Cédric Istasse.

Pour plus d'efficacité ? « Certainement plus de cohérence. Des infrastructures sportives qui dépendent d'un niveau et la pratique sportive d'un autre, ils n'ont pas. De même

qu'ils n'ont pas une institution qui s'occupe de la formation des adultes et une autre qui délivre les diplômes », ironise le chercheur du CRISP.

En avant ou en arrière ?

C'est d'ailleurs à ce titre que la précédente législature avait vu la multiplication des doubles casquettes dans les exécutifs au point de les rassembler sous un même président. « Là, on peut avoir le sentiment qu'on a fait marche arrière », admet Istasse. La dernière législature a en effet vu le retour à deux présidents distincts et à moins de ministres « partagés ».

« Mais la réforme de l'État et le transfert de compétences renforcent plutôt l'institution régionale ».

Balle au centre. Mais les coups de sifflets, eux, vont toujours dans la même direction. Vers cette Communauté française si mal-aimée. Vers la même tête à claques. ■

L'hallali pourrait être bruxellois

Jusque-là, tout va bien : le petit jeu sado-maso ne fait même pas mal. Le côté inédit de l'analyse de Cédric Istasse donne un air de fin de récréation. «Il me semble que ces remises en

question deviennent de plus en plus crédibles», prévient-il. Les régionalistes tireraient-ils cette fois avec de vraies cartouches ? «Non, c'est du côté de Bruxelles que ça pourrait bouger. L'identité bruxelloise se forge. Les Flamands de Bruxelles s'affirment de plus en plus comme Bruxellois. Les

Francophones de la capitale font la même chose. La Région bruxelloise existe depuis 25 ans», répond Cédric Istasse. A l'entendre, ce ne serait donc pas tant l'absorption de la Communauté française par la Région wallonne qui serait en jeu mais sa scission. «Les Bruxellois sont de plus en plus

nombreux à dire que les besoins de l'enseignement sont différents si on est à Virton ou à Molenbeek. Idem pour les allocations familiales : elles sont légalement communautarisées mais leur organisation qui n'est pas encore aboutie pour la partie francophone illustre ce souci d'une identité régionale bruxelloise».

D.V.

« Le combat régionaliste est gagné »

Le ministre-président de la Fédération juge que les régions ont obtenu ce qu'elles voulaient. Mais le lien avec Bruxelles doit rester indéfectible.

Faut-il tuer la Fédération Wallonie Bruxelles au profit d'une Belgique à quatre régions ?

Sempiternelle question du 27 septembre. Selon Rudy Demotte, ce serait une mauvaise idée. «J'entends que le MR a changé d'avis. Je rappelle tout de même que Jean Gol était le chantré de la défense des francophones. Et qu'aujourd'hui c'est Jean-Luc Crucke, l'un de ses fils spirituels qui réclame la disparition de la communauté française. Au PS, traditionnellement plus régionaliste, on a évolué d'une autre manière : le combat régionaliste est gagné. On a aujourd'hui octroyé le plus de compétences aux régions, mais on n'a jamais abordé la disparition de la Fédération Wallonie-Bruxelles».

Pour Rudy Demotte, ce serait même un non-sens de la faire disparaître.

«D'abord pour une raison solidariste. Les territoires de Bruxelles et de la Wallonie ne sont pas contigus. Il n'y a pas de couloir. Sauf sur un plan : celui insti-

tutionnel. Si demain on supprime la fédération, a-t-on la certitude que les Flamands feront pareil avec leur communauté ? Non évidemment ! Chez eux, la Communauté, c'est un seul territoire : la Flandre plus Bruxelles. Dans leur esprit, le droit du sol germanique est clair : Bruxelles est, territorialement la Flandre. Si les francophones entraînent dans cette logique de dissolution de leur propre institution, ils devraient confier une partie de leurs compétences... à la région Bruxelloise où il y aurait des clés de blocage flamandes. Ils perdraient ainsi leur autonomie tandis que les Flamands sur Bruxelles garderaient leurs institutions propres. Ce serait consacrer une asymétrie défavorable à Bruxelles».

Ce serait aussi, ajoute Demotte, rompre le lien institutionnel qu'est la Fédération qui est « au service des Régions »

«Je rappelle que quand on a lancé le concept de Fédération Wallonie-Bruxelles en 2008 avec Charles Picqué, on l'a fait dans une logique bi-régionaliste. Ça signifie que les deux régions ont besoin d'autre chose que de simples accords de coopération. Si on supprime la Fédération, ce serait comme un couple qui se sépare, ne vit plus sous le même toit. On vend la maison et on habite séparément, mais on aura des contrats de relations. C'est une vision moderne du couple mais qui ne correspond à l'idée, même relativement libérée, de l'amour qu'on peut se faire aujourd'hui...» ■ **M. Dum.**

«On est devant un déversoir de fientes»

Rudy Demotte estime que la Fédération, avec ses compétences, est la meilleure arme dans la guerre des valeurs qui fait rage aujourd'hui.

● Interview : **Martial DUMON**

Rudy Demotte, dans votre discours pour la fête de la Fédération Wallonie-Bruxelles, vous avez posé une question singulière : ne sommes-nous pas entrés dans une guerre. Curieux dans ce cadre, non ?

Nous sommes dans une forme de guerre qui ne dit pas son nom, sournoise : c'est la guerre des valeurs. D'un côté, on a un village global, ouvert, un monde d'échange. Et de l'autre, on a un déversoir de fientes, de politique brune sans commune mesure avec ce qu'on a jamais vécu sur l'altérité. Dans

ce village, on est devant des quartiers, des maisons qui brûlent, des femmes et des enfants qui s'enfuient, et d'autres qui ont les volets clos.

Vous parlez de fientes déversées, vous visez qui ?

Je vise la haine sur les réseaux sociaux qui charrient des valeurs de droite extrême.

Elle est alimentée par certains partis ?

Elle a des racines néoconservatrices. C'est la règle de la recherche de l'ennemi extérieur. Hier c'était le communisme. Aujourd'hui, c'est l'Occident vertueux contre les autres, contre l'Autre. Et les thèses néoconservatrices inspirent certains partis politiques, c'est vrai. Dont une partie de la N-VA qui entretient ce ferment communautariste. Mais ce problème n'est pas exclusivement un problème belge.

Et vous, votre thèse, c'est que la Fédération Wallonie Bruxelles est

la meilleure arme dans cette guerre des valeurs ?

Oui. Le niveau institutionnel qui a le plus d'armes, pacifiques, c'est la Fédération. Parce que c'est un niveau qui ne se base pas sur un territoire mais sur le droit des gens, les droits personnalisables : la culture, l'éducation, l'accueil des jeunes. Nous sommes sur la ligne de front avec les Communes sur ces sujets. Ce sera à nous à faire en sorte que les réfugiés s'intègrent. Nous avons un rôle fondamental, presque idéologique.

Mais il faudra du budget. L'accueil des réfugiés va devenir une priorité ?

Ça ne va pas le devenir : ça l'est déjà. Dans les discussions budgétaires, c'est devenu un élément clé. On a actuellement un groupe de travail qui nous dira combien il faudra et dans quel domaine. ■